

MAITRE D'OUVRAGE :
SGAMI SUD
2, boulevard Baratier - 13014 MARSEILLE

GENDARMERIE-BRIGNOLES
185 Av. Jean Moulin - 83170 BRIGNOLES

P.R.O.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 01 : VRD – CLÔTURES – AMENAGEMENTS EXTERIEURS

LOT N° 02 : MACONNERIE

LOT N° 03 : ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR – ENDUITS – PEINTURE DE FACADE

LOT N° 04 : ETANCHEITE

LOT N° 05 : MENUISERIES EXTERIEURES PVC ET ALUMINIUM – FERMETURES

LOT N° 06 : METALLERIE – SERRURERIE

LOT N° 07 : ISOLATION PROJETEE

LOT N° 08 : PLATRERIE – CLOISONS – ISOLATION DES COMBLES

LOT N° 09 : PEINTURES

LOT N° 10 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS

LOT N° 11 : REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCES

LOT N° 12 : ELECTRICITE – COURANTS FAIBLES

LOT N° 13 : CVC – PLOMBERIE

| | | |
|------------------|-----------------------------|---|
| Maître d'œuvre : | ARC'H – SARL d'Architecture | T : 04.94.59.06.74 Courriel : architectes@arch-brignoles.fr |
| BET Structures : | BET SETB | T : 04.94.48.41.90 Courriel : contact@setb-ing.fr |
| BET Fluides : | ADRET | T : 04 94 10 87 50 Courriel : laseyne@adret.net |
| Economiste : | SOVEBAT | T : 04.75.43.20.40 Courriel : secretariat@sovebat.fr |
| BET VRD : | VERDI | T : 04.42.26.30.61 Courriel : mediterranee@verdi.fr |

Sommaire

| | |
|---|----------|
| 01 SUJETIONS GENERALES | 2 |
| 02 DESCRIPTION DES OUVRAGES | 6 |
| 02.01 FLOCAGE THERMIQUE | 6 |
| 02.02 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES..... | 6 |

01 SUJETIONS GENERALES

01.01 Objet

Le présent document est relatif à la réhabilitation de la **Réhabilitation de la gendarmerie** - Avenue Jean Moulin à BRIGNOLES, décomposé comme suit :

- 4 bâtiments A - B - C - D en R+3 comprenant 32 logements.
- Un bâtiment administratif,
- Un bâtiment PSIG.

Voir Préambule et P.G.C.S.P.S. communs à tous les corps d'état.

01.02 D.T.U.

Sont applicables au présent marché tous les documents techniques et administratifs concernant la construction, notamment :

- Les D.T.U. notamment le 27.2, les documents du R.E.E.F.
- Les règles Th,
- La réglementation à la résistance au feu
- , - Les Normes Françaises
- , - Etc.

Tous les produits et matériaux employés devront être pourvus d'un avis favorable du C.S.T.B. en cours de validité et répondre aux exigences sismiques des différents DTU et avis techniques (zone sismique faible 2).

Les prestations de l'ensemble du bâtiment devront répondre aux exigences de la réglementation thermique RT Existant Par élément (arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants).

LOGEMENTS :

- La réglementation et les règles de sécurité seront soigneusement respectées, notamment en ce qui concerne le classement des matériaux à leur réaction au feu, etc. concernant des bâtiments de type habitation collective 2ème famille.
- Bâtiments assujettis aux Articles R 111-1 à R 111-19 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi qu'à l'arrêté du 31 Janvier 1986 relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre les risques d'incendie.
- Les prestations de l'ensemble des logements devront répondre aux exigences de la réglementation acoustique suivant l'Arrêté du 30 Juin 1999 et circulaire du 28 Janvier 2000 - arrêté du 23 Juin 1978 article 6 - Code de la construction et de l'habitation (Article L et R 111-1 et 111-4).
- Etc.

Administration et PISG :

- L'entrepreneur est tenu de ne mettre en œuvre que des matériaux répondant aux exigences

de sécurité réglementaires pour des bâtiments E.R.P. 5ème catégorie de Type W (Administrations) – notamment en ce qui concerne le classement des matériaux à leur réaction au feu.

- L'entrepreneur est tenu de ne mettre en œuvre que des matériaux répondant aux exigences de sécurité réglementaires pour des bâtiments répondant à la réglementation du code de travail en ERT.

Bâtiments assujettis aux Articles R 111-1 à R 111-19 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi qu'à l'arrêté du 31 Janvier 1986 relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre les risques d'incendie.

Les prestations de l'ensemble des logements devront répondre aux exigences de la réglementation acoustique suivant l'Arrêté du 30 Juin 1999 et circulaire du 28 Janvier 2000 - arrêté du 23 Juin 1978 article 6 – Code de la construction et de l'habitation (Article L et R 111-1 et 111-4).

01.03 Sécurité des travailleurs - Coordonnateur de sécurité

Coordination C.S.P.S. de Niveau 2

L'entrepreneur a, à sa charge, tous les travaux de protection collective ou individuelle pendant la durée du chantier - sa valeur est incluse dans le prix forfaitaire de son offre.

Il a de plus à sa charge, tous les travaux et prestations découlant du Plan Général de Coordination (P.G.C) en matière de protection de la santé et de la sécurité.

Décret n° 93.1418 du 31 Décembre 1993

Décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 modifié par le décret n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail

Décret n° 2008-244 du 7 Mars 2008 (articles R 4532-77 à 94 et R 4741-4 et R 4741-5) relatif au Code du Travail

Etc.

L'entrepreneur devra se soumettre et tenir compte de toutes les remarques du Coordonnateur de sécurité et :

- Appliquer le Plan Général de Coordination (P.G.C)
- Respecter les obligations de sécurité (article L 4122-1)
- Faire respecter les obligations de sécurité par ses sous-traitants (article R 4532-60)
- Faciliter l'intervention du coordonnateur (article R 4211-3)
- Participer au Collège Inter-entreprises Sécurité Santé et Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) (article L 4532-1)
- Assurer la rédaction dans les 30 jours de la rédaction de son contrat du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) - (Article R 4532-57 à 73)
- Adresser un exemplaire du P.P.S.P.S. à l'inspecteur de travail, à l'O.P.P.B.T.P. et à l'organisme de sécurité sociale, en cas de travaux comportant des risques particuliers (Article R 4532-70).
- Fournir gratuitement et dans les délais et formes indiqués par le Maître d'œuvre, tous documents nécessaires à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).

- Toutes autres dispositions relevant de la réglementation en vigueur à la date d'établissement de l'offre.

01.04 Reconnaissance des supports existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site, à la reconnaissance des supports et des locaux (y compris vides sanitaires) dans lesquels doivent être effectués les travaux.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- Les contraintes d'accès aux différents locaux et notamment aux vides sanitaires.
- L'état général et la nature des différents supports.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelques manières que ce soit, avoir une influence sur l'exécution, ainsi que sur la qualité et les prix des travaux à effectuer.

Les offres des entreprises devront également tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance et devront comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux préparatoires et autres nécessaires.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou des prolongations de délais.

01.05 Prescriptions environnementales

Gestion des déchets de chantiers

De façon générale les déchets générés par le chantier, seront évacués et éliminés selon la législation en vigueur. En cours de chantier, les déchets devront être triés et stockés dans des bennes prévues à cet effet en fonction de leur nature.

Si l'opération ne permettait pas que le tri des déchets soit réalisé sur site, une logistique concernant l'enlèvement des déchets est tout particulièrement à étudier. Le tri des déchets s'effectuera alors à l'extérieur du chantier. Il sera confié à un prestataire spécialisé dans ce domaine et délocalisé du chantier. La valorisation des déchets est la règle, l'enfouissement ne devant intervenir qu'en ultime recours. Les déchets relevant des filières Responsabilité élargie des producteurs seront collectés et traités en faisant appel aux éco-organismes agréés par l'Etat pour le prendre en charge. Les déchets relevant du stockage d'inertes et les déchets dangereux devront être traités en centres agréés selon leur nature.

Fiches matériaux, produits et procédés

L'entreprise générale doit pouvoir justifier des caractéristiques de l'ensemble des matériaux, produits ou procédés qu'elle, ou ses sous-traitants, mettront en œuvre sur le chantier conformément aux prescriptions des CCTP par lot.

Les justificatifs acceptés sont :

- Les certificats ou labels concernant les matériaux pour lesquels un étiquetage particulier est requis (ACERMI, CE, Eco Label Européen, NF Environnement, PEFC, ...)

- Les Avis Techniques du CSTB
- Les Fiches techniques des fabricants précisant les caractéristiques environnementales des matériaux, produits ou procédés – obtenir de l'entreprise les produits sur leurs émissions de polluants selon le décret 2011-321 du 23 Mars 2011, dans un classement A+.
- Éviter tous les produits présentant une phrase de risque. Lorsque aucune alternative n'est disponible, permettre uniquement les phrases de risques : R10-R11-R22-R25-R36-R37-R38-R42-R43.

L'entreprise générale joindra donc à son offre les justificatifs nécessaires à l'évaluation de la pertinence des matériaux proposés lorsqu'ils sont disponibles.

L'entreprise générale devra fournir l'ensemble de ces justificatifs avant le début de ses travaux sur le chantier pour validation par la Maîtrise d'Œuvre.

Dispositions particulières par lot

Emploi de matériaux et produits avec étiquette d'émission de polluant A+.

Bois

Les essences locales seront favorisées.

Les bois devront justifier d'un label PEFC ou FSC, garantissant leur provenance et qu'ils sont issus de forêts gérées durablement.

La durabilité naturelle ou conférée au bois (norme NF EN 350-2 et 351-1) est adaptée à la classe d'emploi (NF EN 335).

Si le bois est traité, le traitement est réalisé avec un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE ou être un traitement sans substance active avec ATEC OU ATEX – agréé CTB-P+ par trempage – produit avec Label NF Environnement – selon Norme NFB 50.100, classe de risque 3.

En cas de traitement de finition, ces derniers devront respecter le décret N°2006-623 du 29 mai 2006.

Les bois traités sont certifiés CTB-B+ ou les produits de traitements sont certifiés CTB-P+ (ou équivalent).

De manière plus générale, tous les matériaux en contact avec l'air intérieur (cloisons et faux-plafonds, revêtements de sol, peintures, colles, etc...) devront être étiquetés A+ a minima selon l'étiquetage réglementaire imposé par le décret du 23 mars 2011, soit une émission de COV < 2000

µg/m3 et une émission de formaldéhyde inférieure à 120 µg/m3. Ces étiquettes devront pouvoir être justifiées par le fournisseur par des rapports de test indépendants.

01.06 Plans de recollement – DOE

L'entreprise aura à charge d'établir et de fournir les D.O.E. **mis à jour par rapport à l'exécution** – ces D.O.E. seront fournis en 3 exemplaires en format papier + 1 exemplaire sur clé USB comprenant les plans en DWG compatibles Autocad 2017 et format PDF – ainsi que les plans de recollement, les

P.V. de classement au feu des matériaux mis en œuvre pour les ouvrages exécutés ainsi que les notices de fonctionnement le cas échéant.

02 DESCRIPTION DES OUVRAGES

02.01 FLOCAGE THERMIQUE

02.01.01 Flocage épaisseur 120 mm - $R = 3.15 \text{ W/(m.K)}$

Projection de matériaux fibreux à base de laine minérale de laitier, de liants hydrauliques et d'adjuvants, exempt amiante, imputrescible, inattaquable par les rongeurs et parasite, non toxique – épaisseur 120 mm – $R \geq 3.15 \text{ W/(m.K)}$ – $\Lambda = 0,038 \text{ W/(m.K)}$.

Préparation des supports existants (supports maçonneries), couche d'accrochage (primaire).
Finition talochée serrée – référence ISOTHERM de EURISOL ou produits techniquement équivalents – classement A1.

Amenée et repli de matériel de projection.

Protection de tous les ouvrages adjacents – nettoyage après réalisation de la projection.

L'entreprise devra la fourniture d'un P.V du C.S.T.B. garantissant le CF demandé, y compris toutes sujétions de mise en œuvre conformément à l'avis du bureau de contrôle.

La prestation comprendra la dépose des éléments non réutilisés hors réseaux techniques.
Non compris déménagement des objets et meubles à la charge du maître d'ouvrage.

Localisation :

• **Bâtiment A :**

Pour l'ensemble du sous sol.

• **Bâtiment B :**

Pour l'ensemble du sous sol.

• **Bâtiment C :**

Pour l'ensemble du sous sol.

• **Bâtiment D :**

Pour l'ensemble du sous sol.

• **Bâtiment Administratif :**

Pour l'ensemble du sous sol.

Le plafond de l'entrée sur dégagement 2.

• **Bâtiment PSIG :**

Pour l'ensemble du sous sol.

02.02 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

02.02.01 DOE

L'entreprise aura à charge d'établir et de fournir les D.O.E. **mis à jour par rapport à l'exécution** – ces D.O.E. seront fournis en 3 exemplaires en format papier + 1 exemplaire sur Clé USB comprenant les plans en DWG compatibles Archicad 26 et format PDF – ainsi que les plans de recollement, les P.V. de classement au feu des matériaux mis en œuvre pour les ouvrages exécutés ainsi que les notices de fonctionnement le cas échéant.

Localisation :

• **TRAVAUX PREPARATOIRES :**

Pour l'opération.